

## ***Compte-Rendu du Conseil Municipal du 10 Janvier 2008***

Nombre d'élus : 19  
En fonctions : 18  
Présents : 13

**Sous la présidence de M. STRAUB, Maire**

**Etaient présents:** M. GRETHEN - NICOLAY - QUINIO – Mme ANTONIADIS Adjoints.

Mmes GAUGIN – ANTOINE – MAHIEU - PEUTOT  
M. DHIOS - KAUFFER - VINCENT - BOYER - Conseillers.

<b>Absents excusés :</b>	M. NEYHOUSER	procuration à M. GRETHEN
	M. INFANTI	procuration à Mme GAUGIN
<b>Absents :</b>	Mme KASSAM	
	M. FLORI	
	M. OMINETTI -	

**Date d'envoi de la convocation : 4 janvier 2008**

*Secrétaire de séance : Monsieur KAUFFER*

### **Ordre du Jour**

1. Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 26 novembre 2007.
2. Aménagement du Parc de l'Archyre – Demande de subvention au titre de la DGE
3. Aménagement du Parc de l'Archyre – Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau.
4. Achat de terrains – Parc de l'Archyre
5. Parc de l'Archyre – Convention et délégation de maîtrise d'oeuvre
6. Intégration dans le domaine public communal des voiries et réseaux divers rue de la Passerine et square Robert Goupil.
7. Entretien du terrain de football – Résultat de l'appel d'offres.
8. Aliénation de terrains
9. Affaires scolaires – Prise en charge de la cotisation ACDAP
10. Demande de subvention
11. Droit de préemption urbain
12. CA2M – Rapport de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges.
13. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement 2006.
14. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets 2006.
15. Rapport d'activité 2006 de la CA2M
16. GDF – Redevance pour occupation du domaine public
17. ZPPAUP : rectification d'erreurs de plume

- 18. Actions en justice : délégation au Maire
- 19. Urbanisme - Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la Commune
- 20. Divers

## **1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 NOVEMBRE 2007**

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 26 novembre 2007 est approuvé.

**L'ordre du jour du point n° 5 est interverti avec le point n° 2**

***Avant d'aborder le point proprement dit, M. le Maire fait un bref rappel de son intervention au Conseil Municipal du 23 octobre 2007.***

Il insiste sur le fait que la création du Parc est non seulement un atout pour la finition de l'aménagement de ce quartier mais s'avère d'une grande utilité pour la protection des riverains du ruisseau de la Fontaine contre les inondations d'origine orageuse.

Il rappelle qu'en 2001, Mme MALGORN Préfet de Région avait enjoint la Commune de réaliser rapidement un curage du ruisseau de la Fontaine car, en cas de débordement, la responsabilité de la Commune serait engagée

Les entreprises contactées pour ces travaux se sont désistées en raison de l'importance et de la difficulté de ces derniers. En 2003, la CA2M a fait plusieurs études restées sans suite

La CA2M a enfin accepté notre demande de prise en charge d'une retenue d'eaux pluviales dans ce parc, bien que ces travaux dépassent le cadre « pluvial habituel », à condition que la Commune fasse le choix d'un maître d'œuvre pour l'aménagement paysager qui travaille en partenariat avec ses services. Même si la Commune, de par son adhésion à la CA2M, perd une partie de son autonomie, la prise en charge du projet de retenue des eaux pluviales dans le parc de l'Archyre par la CA2M d'un montant de 250 000 € TTC. n'est nullement négligeable. La protection contre les conséquences des gros orages aurait de toutes façons été nécessaire.

En ce qui concerne le coût élevé des travaux d'aménagement paysager (246 900 €), et au vu du dossier joint à la note de synthèse, on se rend compte qu'une partie de ce devis (50 000 € HT environ) concerne la sécurisation devant les écoles. De plus, cette tranche pourrait être réalisée l'an prochain voire supprimée si elle était considérée comme inutile.

## **2) PARC DE L'ARCHYRE – CONVENTION ET DÉLÉGATION DE MAÎTRISE D'OEUVRE**

**Rapporteur : Monsieur QUINIO**

Parallèlement au projet de réalisation d'un parc urbain entre la rue Pichon et la rue de la Passerine par la Commune, la CA2M souhaite limiter les apports d'eaux pluviales transitant par ses réseaux et se rejetant dans le ruisseau de la Fontaines, afin de limiter également les débordements notamment au niveau de la confluence avec le bras de la Moselle sur les communes de Scy-Chazelles et de Longeville lès Metz.

Le site apparaissant le plus pertinent au plan hydraulique et économique pour réaliser ce projet de retenue d'eaux pluviales est le parc de l'Archyre.

Il y a donc nécessité de coordonner les deux projets.

Le coût global pour la CA2M de cette retenue avec ses équipements a été évalué au stade de l'avant projet à 250 000 € TTC.

Pour permettre la nécessaire coordination des travaux entre la CA2M et la Commune, la désignation d'un maître d'ouvrage unique qui sera chargé de mettre en œuvre les projets définitifs, a été demandée par la CA2M.

M. QUINIO propose donc au Conseil de délibérer sur le projet de convention joint à la présente par laquelle la Commune délègue à la CA2M la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation d'un parc urbain sur la base de l'avant projet élaboré par la Commune.

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

**autorise** le Maire à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage relative à la mise en œuvre par la CA2M d'un parc urbain rue de la Passerine avec aménagement d'une retenue d'eaux pluviales.

Adopté par 9 voix pour et 6 abstentions (M. GRETHEN – NEYHOUSER – INFANTI – VINCENT – BOYER – Mme PEUTOT)

### **3) AMÉNAGEMENT PARC DE L'ARCHYRE – DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE L'AGENCE DE L'EAU**

**Rapporteur : Monsieur QUINIO**

Monsieur QUINIO informe l'Assemblée de la possibilité d'obtenir une subvention auprès de l'Agence de l'Eau dans le cadre de nos travaux d'aménagement du parc de l'Archyre et plus précisément pour la création et l'aménagement d'un ruisseau.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- Sollicite l'octroi d'une subvention auprès de l'Agence de l'Eau pour les travaux mentionnés ci-dessus.
- Autorise le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires dans ce dossier.

Adopté par 11 voix pour et 4 abstentions (M. GRETHEN – NEYHOUSER – BOYER – INFANTI)

### **4) ACHAT DE TERRAINS - PARC DE L'ARCHYRE**

**Rapporteur : Monsieur QUINIO**

Monsieur QUINIO rappelle au Conseil que la réalisation du parc de l'Archyre nécessite l'acquisition de plusieurs parcelles appartenant à la société GNC HOLDING.

Un protocole d'accord avait été signé le 29 mars 2007 déterminant les engagements à tenir par la Commune et GNC en vue de terminer l'aménagement du quartier En Prille Ouest, dont l'article 3 dans lequel GNC s'engageait à céder à la Commune à l'euro symbolique, les terrains destinés à l'aménagement du futur parc public de l'Archyre, cadastrés :

Section 2, n°223/78 de 6 a 87

Section 9, n°222/112 de 1 a 47

Section 9, n°345/93 de 56 a 93

Section 9, n°351/93 de 1 a 96

Section 9, n°352/93 de 0 a 39

Il invite le Conseil à se prononcer sur cette acquisition.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **approuve** l'acquisition à l'euro symbolique des terrains nécessaires à la réalisation de ce parc.
- **autorise** le Maire à signer l'acte à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

**Avant d'aborder le point**

Monsieur GRETHEN intervient et précise que le projet de travaux d'un montant de 250 000 € HT n'a jamais été approuvé par l'Assemblée et que, par conséquent, il ne votera pas les subventions avant d'avoir eu connaissance sur des détails des travaux.

Monsieur QUINIO rappelle que le projet de travaux a été évoqué à plusieurs reprises et étudié par la Commission des Travaux.

Monsieur GRETHEN s'étonne du fait qu'en tant qu'adjoint chargé de l'urbanisme, il n'ait pas été consulté et invité aux différentes réunions de travail.

M. QUINIO précise que ce dossier dépend uniquement de la Commission des Travaux mais qu'en tant qu'adjoint Monsieur GRETHEN est libre d'y assister comme il est libre d'assister à toutes les Commissions. La Commission d'Urbanisme avait accepté le principe d'un parc lors de la délivrance du permis de construire des maisons voisines.

Toutefois, le plan d'aménagement et un devis estimatif étant joint au point n°5, il est décidé d'invertir les points 2 et 5.

**5) AMÉNAGEMENT PARC DE L'ARCHYRE – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DGE**
**Rapporteur : Monsieur QUINIO**

Monsieur QUINIO rappelle à l'Assemblée que la Commune va entreprendre prochainement l'aménagement du parc de l'Archyre.

Le cabinet d'architecte paysager DE SURGY qui a été retenu pour ce projet a établi une estimation sommaire de 246 900 € HT. Il reste entendu que ce montant ne concerne que l'aménagement paysager et la réalisation de la rue de la Passerine (50 000 € environ), le bassin de rétention étant pris en charge par la CA2M.

Il précise que ce dossier a déjà été porté au SACR 2008 pour l'obtention d'une subvention.

Il invite cependant le Conseil à solliciter une subvention de l'État.

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

- **approuve** le projet de travaux.
- **sollicite** une subvention de l'État au titre de la Dotation Globale d'Équipement pour la réalisation de cet aménagement.
- **décide** la prise en charge par la Commune, sur ses fonds propres, des dépenses non subventionnées et l'inscription des crédits nécessaires au budget 2008.
- **autorise** le Maire à engager les travaux dès que le dossier sera reconnu complet par l'État.

Adopté par 10 voix pour et 5 abstentions (M. INFANTI – NEYHOUSER – BOYER – GRETHEN et Mme PEUTOT jugeant le projet trop onéreux)

**6) INTÉGRATION DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DES VOIRIES ET RÉSEAUX DIVERS RUE DE LA PASSERINE ET SQUARE R. GOUPIL**
**Rapporteur : Monsieur QUINIO**

Monsieur QUINIO rappelle à l'Assemblée qu'aux termes de l'article L 318-3 du Code de l'Urbanisme, la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique dans des ensembles d'habitations peut, après

enquête publique, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées. Cette décision est prise par délibération du Conseil Municipal.

Il communique à l'Assemblée les attestations de conformité des réseaux des différents concessionnaires et précise, qu'en ce qui concerne la voirie de la rue de la Passerine, une demande de réfection complète a été demandée par la Commune mais qu'en raison des conditions climatiques, ces travaux ne peuvent avoir lieu cet hiver. C'est pourquoi il a été demandé à GNC HOLDING de s'engager par écrit à effectuer ces travaux de réfection dès que possible.

M. GRETHEN demande quelques précisions sur les parcelles qui seront reprises (espaces verts, entrées de garages etc.). En effet, aucun plan de géomètre les mentionnant n'est annexé à la présente délibération.

Des explications sont apportées par Monsieur QUINIO.

M. GRETHEN interroge M. QUINIO sur la bande de 1 mètre qui se trouve entre la rue En Prille et la rue de la Passerine conservée par le promoteur.

Au vu de ce qui précède, le **Conseil Municipal**,

⇒ **accepte** la reprise des VRD rue de la Passerine et square Goupil, sous réserve d'engagement écrit de réfection de la rue de la Passerine.

⇒ **autorise** le Maire à effectuer l'enquête publique

Adopté par 13 voix pour – 2 voix contre (M. GRETHEN – M. NEYHOUSER).

## **7) ENTRETIEN DU TERRAIN DE FOOTBALL – RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRES**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY donne connaissance au Conseil du résultat de la consultation effectuée en vue de l'entretien du terrain de football.

4 entreprises ont été consultées.

2 entreprises ont répondu, à savoir :

- |                 |                |
|-----------------|----------------|
| 1. CAT L'Espoir | 12 617,05 € HT |
| 2. GUL PAYSAGE  | 10 117.- € HT  |

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 17 décembre 2007 a décidé de retenir la société GUL PAYSAGE, moins disante.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**entérine** la décision de la Commission.

Adopté à l'unanimité.

## **8 A) ALIÉNATION DE TERRAINS - VENTE D'UN TERRAIN COMMUNAL A M. WELSCH**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY explique le bien fondé de la demande de M. WELSCH demeurant rue de la Gare à Moulins lès Metz.

Ce dernier est propriétaire d'un ensemble de terrains formant une seule et même unité foncière située à la fois sur le ban de Moulins lès Metz et sur le ban de Scy-Chazelles. Cette unité est séparée en deux par un chemin communal (la moitié appartenant à Moulins et l'autre à Scy-Chazelles).

M. WELSCH demande donc l'acquisition de ce chemin afin que sa propriété ne soit plus divisée en deux.

M. NICOLAY précise que le Maire de Moulins a déjà formulé son accord de principe à la cession de ce chemin et le Département a approuvé le tracé d'un nouveau sentier à l'est de la propriété de Monsieur WELSCH et prendra à sa charge les travaux de création et de fléchage. Cette transaction se fera à l'euro symbolique. Ce nouveau tracé permettra entre autres de conserver l'accès aux propriétés situées à l'arrière de la propriété WELSCH.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

☞ Donne son accord pour la vente d'une partie du chemin communal le long de la propriété de M. WELSCH sous deux conditions :

1. De la vente par la Commune de Moulins les Metz à Monsieur WELSCH de la continuité du chemin sur leur ban
2. De l'acquisition par le Département à l'euro symbolique d'une partie de terrain de la parcelle 214 afin de créer un nouveau chemin et que le Conseil Général nous le cède pour l'€ symbolique.

☞ Demande à Monsieur le Maire de faire cadastrer la partie de chemin concernée et de consulter les Services des Domaines en vue de son évaluation, les frais d'arpentage étant à la charge de l'acquéreur.

☞ Autorise le Maire à effectuer une enquête publique relative au déclassement de cette voie comprise dans le domaine public.

☞ Décide de confier la rédaction de l'acte à Maître ROTH, notaire.

☞ Autorise le Maire à signer l'acte

Adopté à l'unanimité.

## **8 B) ALIENATION DE TERRAINS – VENTE DE TERRAINS COMMUNAUX ROUTE DE LONGEVILLE**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire fait part au Conseil des souhaits de M. RICHARD demeurant 20 route de Longeville et de M. THILL 22 route de Longeville à SCY-CHAZELLES d'acquérir, en partie, les parcelles communales cadastrées section 8, n°225 et n°226.

Ces parcelles sont situées entre les 2 propriétés. La Commune conservera l'essentiel de la parcelle 225 et la moitié environ de la parcelle 226 donnant toutes deux sur la route de Longeville afin de prévoir une éventuelle extension du parking déjà existant.

Une rencontre a eu lieu en Mairie le 7 janvier dernier afin de déterminer la répartition des surfaces entre les parties et fixer le coût de l'are.

Les parcelles devant être re-découpées, la Commune fera appel à un géomètre afin de définir les surfaces exactes qui seront cédées à M. THILL et RICHARD. Le prix de l'are demandé par la Commune est de 8000 €. Le prix proposé par les Services des Domaines est de 2 500 € l'are. Après discussion lors d'une réunion de bureau, il a été décidé de demander 8 000 € l'are. En effet, on peut considérer que ces terrains vont donner une plus-value certaine à leurs propriétés.

De plus, si aucun parking n'avait été créé, ils avaient vocation à être constructibles. La nécessité d'un parking a toutefois été reconnue.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, si accord des parties concernées,

✓ **accepte** de vendre les parcelles ci-dessus à M. THILL et RICHARD au prix de 7 200 € l'are.

✓ **charge** M. ADAM géomètre, d'établir un procès-verbal d'arpentage.

✓ **décide** de prendre en charge les frais d'arpentage.

✓ **décide** que l'acte de vente sera réalisé par un notaire en ce qui concerne terrain cédé à M. THILL. Un acte administratif sera réalisé pour le terrain cédé à M. RICHARD dont la superficie n'est que de 25 m<sup>2</sup> environ.

Adopté à l'unanimité.

### **8 C) ALIÉNATION DE TERRAINS - VENTE D'UN TERRAIN SITUE SUR LE BAN DE CHATEL**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil qu'en date du 18 décembre 2006 l'Assemblée avait décidé de vendre un terrain situé sur le ban de CHATEL ST GERMAIN au prix de 3600 € l'are.

Monsieur et Madame IGNATOWICE s'étaient portés acquéreurs ainsi que la commune de LESSY. Après une rencontre avec cette dernière, celle-ci n'avait pas souhaité donner suite.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil de se prononcer sur la vente du terrain cadastré section 5, n° 162/8 d'une contenance de 6 a 14 au profit de Monsieur et Madame IGNATOWICE demeurant 26 rue de Metz à LESSY.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** la vente du terrain cadastré section 5, n°162/8 à Monsieur et Madame IGNATOWICE.
- **autorise** le Maire à signer l'acte notarié.

Adopté à l'unanimité.

### **9) AFFAIRES SCOLAIRES – PRISE EN CHARGE DE LA COTISATION ACDAP**

**Rapporteur : Madame ANTONIADIS**

Madame ANTONIADIS propose au Conseil, comme les années précédentes, la prise en charge des cotisations des écoles au Centre de Documentation et d'Animation Pédagogique.

Le montant des cotisations est de 18 € pour l'école maternelle Sous les Vignes et de 270 € pour le Groupe scolaire Bernard Rabas. L'école maternelle Arc en Ciel ne souhaite pas adhérer.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** la prise en charge des cotisations 2007/2008 pour les 2 écoles communales souhaitant adhérer à l'ACDAP.

Adopté à l'unanimité.

### **10) DEMANDE DE SUBVENTION**

**Rapporteur : M. NICOLAY**

Monsieur NICOLAY invite le Conseil à se prononcer sur la demande de subvention formulée par l'Amicale du Personnel communal pour l'année 2007.

Il rappelle qu'il faut considérer l'Amicale comme un Comité d'entreprise et non comme une association. Il propose d'accorder à l'Amicale une subvention d'un montant identique à 2006, soit 3.500 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** d'accorder à l'Amical du Personnel la somme de 3.500 €.

Adopté à l'unanimité.

## 11) DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN

**Rapporteur** : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'il n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

- ⇒ Immeuble route Touristique
- ⇒ Immeuble chemin de la Moselle

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain.

## 12) CA2M – RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES

**Rapporteur** : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil du rapport définitif de la Commission locale relatif à l'évaluation du transfert de charges adopté par la CA2M dans sa séance du 4 décembre 2007.

Il rappelle que la CA2M a notifié à chaque Commune membre en février 2007, une attribution de compensation prévisionnelle comportant une évaluation provisoire des transferts de charges.

La Commission s'est prononcée sur 4 points :

1. L'évaluation des charges transférées par les communes de Fey et Marieulles adhérentes au 1<sup>er</sup> janvier 2007.
2. Le calcul de la majoration de l'attribution de compensation au titre de la contribution prévue dans le cadre de la loi SRU.
3. L'évaluation des transferts de charges des 40 communes membres pour la compétence facultative « archéologie préventive » prise par la CA2M par délibération du 30 janvier 2006.
4. Le calcul des attributions de compensation définitive au titre de l'année 2007.

Monsieur le Maire précise que le montant notifié à la Commune en début d'année 2007 était de 191 116 €, montant égal à l'attribution définitive.

Il invite le Conseil à se prononcer sur ce rapport.

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

**donne un avis favorable** sur le rapport définitif de la Commission locale chargée de l'évaluation des transferts de charges.

## 13) RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT 2006

**Rapporteur** : Monsieur QUINIO

Monsieur QUINIO donne connaissance à l'Assemblée du rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'assainissement 2006.



Au 1<sup>er</sup> janvier 2006 HAGANIS agissant pour le compte et sous le contrôle de la CA2M, est chargée sur le territoire de 38 communes de la gestion et de l'activité technique et commerciale des services publics d'assainissement et de traitement des ordures ménagères.

HAGANIS assure la construction, l'exploitation et l'entretien des ouvrages nécessaires à la collecte, au transport et à l'épuration des eaux usées avant rejet dans le milieu naturel.

En ce qui concerne les eaux pluviales, HAGANIS assure les tâches qui lui sont confiées par la CA2M concernant l'exploitation et l'entretien des ouvrages dédiés aux eaux pluviales.

Quelques chiffres :

- 1225 km d'égouts
- 157 ouvrages annexes
- 1 Centre principal de traitement des eaux résiduaires
- 1 lagune
- 6 stations d'épuration

Pour plus de détails, ce support est à la disposition de toute personne intéressée, en Mairie.

- Montant de la redevance 2006 : 1,23 € HT par m<sup>3</sup>

Celle-ci finance la construction, l'exploitation et l'entretien des ouvrages nécessaires à la collecte, au transport et à l'épuration des eaux usées. Elle est payée par les usagers du service public de distribution d'eau potable en proportion de leur consommation.

Il invite le Conseil à se prononcer sur ce rapport.

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

**prend acte** du rapport susdit.

#### **14) RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS 2006**

**Rapporteur : Monsieur QUINIO**

Monsieur QUINIO donne connaissance à l'Assemblée du rapport annuel sur la qualité et le prix du service d'élimination des déchets 2006.

HAGANIS assure les différents traitements nécessaires à la valorisation ou à l'élimination des déchets produits par les ménages et des autres déchets assimilés aux ordures ménagères, par le tri des matériaux à recycler, par la valorisation énergétique des déchets incinérables voire par d'autres modes de traitement.

Quelques chiffres :

##### **Tri recyclage**

- Tonnage trié 11 636 tonnes
- Matériaux recyclés 8 307 tonnes

##### **Valorisation énergétique**

- Tonnage incinéré 92 581 tonnes
- Vapeur produite 282 601 tonnes
- Énergie vendue 199 430 kwh

Il invite le Conseil à se prononcer sur ce rapport.

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu,

**prend acte** du rapport susdit.

## 15) RAPPORT D'ACTIVITÉ 2006 DE LA CA2M

### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil que le rapport d'activité 2006 de la CA2M est disponible en Mairie et qu'il peut être consulté par toute personne intéressée.

Quelques chiffres :

Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, la CA2M regroupe 38 Communes. FEY et MARIEULLES-VEZON rejoindront la CA2M au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

- 230 000 habitants
- 263 km<sup>2</sup> de superficie
- 188,5 millions d'euros : budget total
- 17,2 millions de voyageurs sur le réseau de transports urbains
- 70 550 tonnes d'ordures ménagères. etc

► Au cours de l'année 2006, la CA2M a poursuivi sa mission d'accueil des entreprises, de promotion et d'animation du territoire mettant l'accent sur les perspectives offertes par l'arrivée du TGV Est mais également se soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche.

► 2006 a été marqué par la première étape opérationnelle du projet d'aménagement et de mise en sécurité des sites et ouvrages du Mont Saint Quentin et la mise en route de la création d'une nouvelle route de Ballades Nature.

► Le Plan de Déplacements Urbains a été adopté.

► La révision du Plan Local de l'Habitat a été engagée cette année avec des budgets en hausse pour l'habitat social.

► Le partage de la gestion des eaux usées et des eaux pluviales entre la CA2M et HAGANIS.

Monsieur le Maire donne lecture d'un article relatant les travaux effectués route de Borny à METZ pour prévenir les inondations en cas de gros orages. Il a été procédé à l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux pluviales dans le parc de la Cheneau à METZ d'une capacité de 7 500 m<sup>3</sup> pour un montant de 600 000 €

► Pose de la 1<sup>ère</sup> pierre du Centre Pompidou METZ.

## 16) GDF – REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

### **Rapporteur : Monsieur DHIOS**

Monsieur DHIOS expose au Conseil que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la Commune par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz a été actualisé par décret du 25 avril 2007.

Il donne connaissance au Conseil du décret n° 2007-606 du 25 avril 2007 portant modification des redevances pour occupation du domaine public des Communes et des Départements par les ouvrages de transport et de distribution de gaz par les canalisations particulières de gaz et modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales.

Il propose au Conseil de fixer le taux de la redevance pour occupation du domaine public à hauteur de 100% du plafond de 0,035 €/mètre de canalisation prévu au décret visé ci-dessus.

Le **Conseil Municipal**, l'exposé entendu et après délibération,

**adopte** les propositions qui lui sont faites concernant la redevance d'occupation du domaine public pour les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution de gaz.

Adopté à l'unanimité.

## 17) ZPPAUP – RECTIFICATION D'ERREURS DE PLUME

### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que des erreurs de plume ont été relevées dans le document dit « Prescriptions architecturales et paysagères ».

Il précise qu'il ne s'agit ni d'une refaction ni d'une modification de la ZPPAUP mais seulement d'une rectification d'erreurs de plume qui n'emportent aucune conséquence juridique mais qu'il est opportun d'éliminer dans un objectif de plus grande lisibilité et de plus grande compréhension pour les habitants.

Il demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur les rectifications des erreurs suivantes :

1. Les erreurs qui affectent les cartes dépourvues de valeur réglementaire, pages 7 et 90 en ce qui concerne d'une part, la délimitation de la zone (rue Pichon – chemin des Grandes Côtes et chemin des Grandes Vignes) qui doit être conforme au plan de délimitation réglementaire proprement dit et, d'autre part, en ce qui concerne le texte relatif à l'échelle, au 1/2500<sup>ème</sup> qui seul fait autorité et qui est conforme aux textes du document
2. L'erreur de la page 4 : l'article 2 mentionne 5 zones alors que seules 4 zones figurent dans les prescriptions. La zone dite « Voie de la Liberté » n'existe pas.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à effectuer les démarches nécessaires afin de rectifier les erreurs de plume dans le document sus évoqué.

Adopté à l'unanimité.

## 18) ACTIONS EN JUSTICE – DÉLÉGATION AU MAIRE

### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

L'article L 2122-22-16° du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé de tout ou partie, pour la durée de son mandat, « d'intenter au nom de la Commune, les actions en justice ou défendre la Commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le Conseil Municipal ».

L'Assemblée délibérante a donné délégation en ces termes à Monsieur le Maire en date du 26 mars 2001.

Toutefois, les délégations consenties au Maire présentant un caractère général, Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer de façon explicite sur ces actions.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à défendre la Commune dans les actions intentées contre elle devant le Tribunal Administratif en ce qui concerne :

→ Les questions d'urbanisme et plus particulièrement la création d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager selon l'arrêté municipal n°41/2007 du 19 juin 2007.

→ Sur les recours déjà engagés n°0705860-2 et n°07 04993-2 :

- 1) n°0705860-2 : requête présentée par M. Alain WO YGNET contre l'arrêté municipal portant création de la ZPPAUP.
- 2) n° 0704993-2 requête présentée par M. LE FOULER contre l'arrêté municipal portant création de la ZPPAUP.

→ Sur éventuellement d'autres recours à venir.

Adopté à l'unanimité.

## 19) URBANISME – DÉSIGNATION D'UN AVOCAT POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE LA COMMUNE

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire demande au Conseil, malgré la délégation qui lui a été donnée d'ester en justice, de bien vouloir l'autoriser à prendre, si nécessaire, un avocat chargé de représenter et de défendre les intérêts de la Commune.

Il propose que Maître DOLLÉ soit chargé de cette mission.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à prendre un avocat pour défendre les intérêts de la Commune devant le Tribunal Administratif de Strasbourg en particulier en matière d'urbanisme et confie à Maître DOLLÉ le suivi des dossiers déjà déposés devant le Tribunal Administratif par M. LE FOULER et WOYGNÉ ainsi que tout autre dossier à venir si M. le Maire le juge nécessaire.

Adopté à l'unanimité.

## 20) DIVERS

Monsieur GRETHEN demande la parole

Il précise que l'un des arguments principaux des campagnes de 1995 et 2001 était la transparence des actions communales.

Il regrette qu'en ce qui concerne des dossiers importants comme par exemple le parc de l'Archyre et en tant que 1<sup>er</sup> adjoint, il n'ait pas été informé de l'avancement du dossier.

Il précise que, même s'il a créé un blog début septembre 2007, il n'était pas alors question de candidature. Or, depuis cette date, il fait l'objet d'injonctions à la démission venant de certains colistiers et même d'insultes lors du dernier Conseil Municipal.

Constatant qu'il n'est plus en mesure d'exercer sa fonction et pour lever toutes ambiguïtés Monsieur GRETHEN présente sa démission. Il précise que depuis le 20 décembre 2007 il est candidat avec l'équipe « Vivre à SCY-CHAZELLES » aux prochaines élections municipales pour proposer un nouveau projet pour SCY-CHAZELLES. Il conclut en déclarant : *c'est une chance pour notre Commune que plusieurs équipes puissent s'exprimer, je ne suis pas votre adversaire, je participe simplement à un débat démocratique et je remercie ceux qui l'ont compris.* »

La démission de M. GRETHEN deviendra définitive à partir de son acceptation par Monsieur le Préfet.

SCY-CHAZELLES, le 16 janvier 2008

Le secrétaire de séance  
Gilbert KAUFFER

Le Maire  
Jacques STRAUB